



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

VILLE DE PETIT-CANAL

*Extrait du Procès-Verbal des délibérations
Conseil municipal du 03 JUIN 2022*

N° de la délibération : BM/NA/2022/06-05-48

**Objet : APPROBATION DE LA MODIFICATION DU STATUT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DU NORD GRANDE-TERRE**

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 17

Absents : 06

Délégations : 06

L'an deux mille vingt-deux, le vendredi 03 juin à dix-neuf heures vingt-huit minutes, le conseil municipal de la ville de Petit-Canal s'est réuni à la salle des délibérations en mairie, après la convocation légale, sous la présidence de Monsieur Blaise MORNAL, Maire.

La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 25 Mai 2022.

Étaient présents (17) : M. Blaise MORNAL, Mme Sheila REINE ép. RAMPATH, M. Modvène MAGEN-TERRASSE, Mme Edouard Lise BEAUCHET ép. DEFY-DRAGIN, Mme Marielle PLUMASSEAU ép. HILDEVERT, M. Rénaît SIOUMANDAN, Mme Ornella KINDEUR, M. Moïse ATAM-KASSIGADOU, Mme Isabelle MANDRIN, Mme Josette JERPAN, M. Didier MOUROUVIN, Mme Séverine NOYON ép. VALIER, M. Rony VERSIN, Mme Sophie CAROUPANAPOULLE ép. DEBIBAKAS, Mme Astride HAMLET, M. Rémi SINGARIN-SOLE, M. Hubert HUTIN

Délégations (06) : M. Laurent CHERALDINI avait donné procuration à M. Rémi SINGARIN-SOLE ; M. Honoré FULRAD-PITTERE avait donné procuration à M. Blaise MORNAL ; M. Mario ALLEAUME avait donné procuration à Mme Marielle PLUMASSEAU ép. HILDEVERT ; M. Jordan DANIEL avait donné procuration à Mme Séverine NOYON ép. VALIER ; Mme Anny-Claude BRAZIER avait donné procuration à M. Rony VERSIN ; Mme Brenda SITCHARN avait donné procuration à Mme Ornella KINDEUR

Étaient absents excusés (02) : M. José EUGENE, Mme Elodie PITON

Étaient absents (04) : Mme Rose-Lise MORDIER, Mme Axelle KAULANJAN, Mme Stella BOUDHOU, M. Stéphane SINNAN

Secrétaire de séance : Mme Sophie CAROUPANAPOULLE ép. DEBIBAKAS

Quorum : réalisé

APPROBATION DE LA MODIFICATION DU STATUT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DU NORD GRANDE-TERRE

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-17,

Vu la délibération n° COM2022-04-07/03 du Conseil communautaire en date du 7 avril 2022 relative à l'approbation de la modification des statuts de la CANGT,

Considérant la nécessité de soumettre cette modification statutaire à l'approbation du Conseil municipal,

Oui l'exposé de Monsieur VERSIN Rony,

Après en avoir délibéré, et après scrutin public,

A L'UNANIMITE,

ARTICLE 1^{er} : APPROUVE la modification des statuts de la CANGT telle que présentée en annexe.

ARTICLE 2 : AUTORISE le Maire le Maire à signer tous les documents relatifs à ce sujet.

Fait et délibéré à Petit-Canal le 03 JUIN 2022

Ont signé au registre des délibérations

Les présents (17) : M. Blaise MORNAL, Mme Sheila REINE ép. RAMPATH, M. Modvène MAGEN-TERRASSE, Mme Edouard Lise BEAUCHET ép. DEFY-DRAGIN, Mme Marielle PLUMASSEAU ép. HILDEVERT, M. Rénalt SIOUMANDAN, Mme Ornella KINDEUR, M. Moïse ATAM-KASSIGADOU, Mme Isabelle MANDRIN, Mme Josette JERPAN, M. Didier MOUROUVIN, Mme Séverine NOYON ép. VALIER, M. Rony VERSIN, Mme Sophie CAROUPANAPOULLE ép. DEBIBAKAS, Mme Astride HAMLET, M. Rémi SINGARIN-SOLE, M. Hubert HUTIN

Les représentés (06) : M. Laurent CHERALDINI avait donné procuration à M. Rémi SINGARIN-SOLE ; M. Honoré FULRAD-PITTERE avait donné procuration à M. Blaise MORNAL ; M. Mario ALLEAUME avait donné procuration à Mme Marielle PLUMASSEAU ép. HILDEVERT ; M. Jordan DANIEL avait donné procuration à Mme Séverine NOYON ép. VALIER ; Mme Anny-Claude BRAZIER avait donné procuration à M. Rony VERSIN ; Mme Brenda SITCHARN avait donné procuration à Mme Ornella KINDEUR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

971-219711199-20220603-BMNA2022060548-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/06/2022

Pour expédition conforme

Le Maire

Blaise MORNAL



Certifié exécutoire par le maire

Compte tenu de la transmission en sous-préfecture et de la publication le :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- 1- D'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Basse-Terre. Dans les conditions fixées par le code de justice administrative, le délai de recours contentieux outre mer peut être porté à trois mois.
- 2- Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr
- 3- D'un recours gracieux auprès de la Commune de petit-Canal, étant précisé que cette dernière dispose d'un délai de deux mois pour répondre, son silence valant alors décision implicite de rejet.